

DANS L'ACTUALITÉ du 27 au 29 décembre 2017

### Textes officiels

JORF n°0303 du 29 décembre 2017

Loi de finances rectificative pour 2017

[LOI n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 \(1\)](#)

Observations du Gouvernement sur la seconde loi de finances rectificative pour 2017

[Observations du Gouvernement sur la seconde loi de finances rectificative pour 2017](#)

JORF n°0302 du 28 décembre 2017

Création de la métropole « Toulon-Provence-Méditerranée »

[Décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la métropole dénommée « Toulon-Provence-Méditerranée »](#)

Renouvellement de l'Observatoire des territoires pour une durée de cinq ans

[Décret n° 2017-1763 du 26 décembre 2017 portant renouvellement de l'Observatoire des territoires](#)

Décret relatif à l'établissement public Société de livraison des ouvrages olympiques

[Décret n° 2017-1764 du 27 décembre 2017 relatif à l'établissement public Société de livraison des ouvrages olympiques](#)

Modèle d'état des risques et d'information sur les sols

[Arrêté du 18 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 19 mars 2013 portant définition du modèle d'imprimé pour l'établissement de l'état des risques naturels et technologiques](#)

JORF n°0301 du 27 décembre 2017

Loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense (1)

[LOI n° 2017-1754 du 25 décembre 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense \(1\)](#)

## Projets de lois

JO - dernière modification le 27 décembre 2017

[Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024](#)

[Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024](#)

## Jurisprudence

Conseil constitutionnel : décisions 2017-758 [LFI 2018] et 2017-759 DC [LFR2]

[Conseil constitutionnel 28 décembre 2017, décision n° 2017-758 DC : Loi de finances pour 2018](#)

[Conseil constitutionnel 28 décembre 2017, décision n° 2017-759 DC : Loi de finances rectificative pour 2017 \(2\)](#)

Le Conseil constitutionnel s'est prononcé sur la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018

[Conseil constitutionnel 21 décembre 2017, décision n° 2017-756 DC](#)

Marchés et contrats administratifs : rapports entre l'architecte, l'entrepreneur et le maître d'ouvrage. Mauvaise évaluation initiale des travaux qui, s'ils avaient été connus en temps utiles par le maître d'ouvrage, aurait conduit celui-ci à renoncer au projet de construction ou à le modifier

[CE 20 décembre 2017 Société Poulingue, req. n° 40174 : mentionné dans les tables du recueil Lebon](#)

Marchés et contrats administratifs : règles de procédure contentieuse spéciales. Si le juge du fond apprécie souverainement l'existence d'une intention dolosive, le juge de cassation exerce un contrôle de qualification juridique des faits constitutifs d'un vice de consentement de nature à affecter la légalité d'un contrat

[CE 20 décembre 2017 Société Area Impianti, req. n° 408562 : mentionné dans les tables du recueil Lebon](#)

## Vu par ailleurs

Aménagement du territoire

Les conseils départementaux de la petite couronne : un avenir incertain

[Départements de la petite couronne : chronique d'une mort annoncée](#)

Source : la gazette des communes 28/12/2017

« Droit à la différenciation » : réforme sur des territoires ciblés

[Expérimentations: la méthode Macron s'adapte aux territoires](#)

Source : publicsenat.fr du 27/12/2017

Collectivités territoriales

Saisine du Conseil constitutionnel sur le projet de loi de finances 2018 (PLF)

[Saisine du Conseil constitutionnel sur la loi de finances](#)

Source : amf.asso.fr du 28/12/2017

Marchés publics et privés

Règles applicables en cas de passage d'un prix révisable à un prix ferme par l'acheteur

[Vice du consentement : le dol et l'erreur sur le prix ?](#)

Source : achatpublic du 28/12/2017

### Vu dans les revues

**Contrats et Marchés publics n° 12-2017 – décembre 2017, étude 13** – Achat public – *La commande publique de compensation environnementale : un impensé de la loi Biodiversité* – étude par Hélène Hoepffner

**Contrats et Marchés publics n° 12-2017 – décembre 2017, chron. 7** – Responsabilité des constructeurs – *Un an de responsabilité des constructeurs* – chronique par Pascal Devillers

**Contrats et Marchés publics n° 12-2017 – décembre 2017, comm. 268** – Marché de travaux – *Les marchés publics de droit privé des personnes publiques font (une dernière fois) parler d'eux* – commentaire par Marion Ubaud-Bergeron

**Contrats et Marchés publics n° 12-2017 – décembre 2017, comm. 275** – Marchés à bons de commande – *Quels sont les indices justifiant que le pouvoir adjudicateur suspecte une offre anormalement basse et demande des justifications ?* – à noter également par Hélène Hoepffner

**Contrats et Marchés publics n° 12-2017 – décembre 2017, comm. 283** – Convention domaniale – *Une convention d'occupation du domaine public ne peut être tacite et doit revêtir un caractère écrit* – à noter également par Hélène Hoepffner

**Contrats et Marchés publics n° 12-2017 – décembre 2017, comm. 285** – Annulation du contrat – *Restriction de la jurisprudence « Sté decaux » sur l'indemnisation du cocontractant consécutive à l'annulation du contrat* – commentaire par Marion Ubaud-Bergeron

**Contrats et Marchés publics n° 12-2017 – décembre 2017, comm. 289** – Convention domaniale – Intérêt à agir d'un tiers dans le cadre d'une action en contestation de validité d'une convention domaniale – à noter également par Hélène Hoepffner

**JCPA n° 51-52 du 26 décembre 2017, act. 862** – Contrats / Marchés publics – Groupements hospitaliers de territoire et fonction achats : le big-bang du 1er janvier 2018 – aperçu rapide par Vincent Vioujas

**JCPA n° 51-52 du 26 décembre 2017, act. 874** – Contrats / Marchés publics – *Le français n'est pas protecteur* – veille par Lucienne Erstein

**JCPA n° 51-52 du 26 décembre 2017, act. 879** – Administration / Citoyens – *Conférence nationale des territoires : le Premier ministre présente un plan « Aménagement numérique des territoires »* – veille

**JCPA n° 51-52 du 26 décembre 2017, 2318** – Contrats / Marchés publics – *Quand le règlement de consultation cède pour corriger les effets d'une atteinte à la confidentialité* – commentaire par Julien Martin

**JCPA n° 51-52 du 26 décembre 2017, 2319** – Contrats / Marchés publics – *L'impossible aménagement contractuel de l'indemnisation des biens de retour entre personnes publiques* – commentaire par Julien Martin

**JCPA n° 51-52 du 26 décembre 2017, 2320** – Domaine / Patrimoine – *Validité d'une promesse de vente de biens du domaine antérieure à l'ordonnance domaniale et modification illégale d'une concession* – commentaire par Caroline Chamard-Heim et François Lichère

**JCPA n° 51-52 du 26 décembre 2017, 2331** – Urbanisme – *Article L. 600-5-1 du Code de l'urbanisme : la régularisation à l'épreuve de la cassation* – commentaire

**JCPA n° 51-52 du 26 décembre 2017, 2332** – Urbanisme – *Certificat d'urbanisme et sursis à statuer sur un permis de construire* – commentaire par Philippe Billet

**JCPG n° 52 du 25 décembre 2017, 1371** – Construction-Urbanisme – *En l'absence de réception amiable, la réception judiciaire peut être ordonnée si les travaux sont en état d'être reçus* – note sous arrêt par Jean-Pierre Karila